

Un embargo sur le gaz et le pétrole russes «n'est pas possible», selon Richard Ferrand

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 3 heures,
Mis à jour il y a 40 minutes

▶ [Écouter cet article](#) ⓘ

00:00/02:13 🔊



Richard Ferrand au Palais de l'Élysée à Paris, le 8 mars 2022. LUDOVIC MARIN / AFP

Le président de l'Assemblée nationale, qui estime qu'il est nécessaire de faire infléchir le pouvoir russe, refuse que les sanctions aient pour conséquence de «punir les Français».

Le président de l'Assemblée nationale Richard Ferrand a estimé mercredi qu'un embargo sur le gaz et le pétrole russes «*n'est pas possible*», quelques heures avant l'intervention vidéo devant le Parlement du chef de l'État ukrainien Volodymyr Zelensky. «*Nous ne sommes pas prêts parce que ce n'est pas possible*», a-t-il déclaré sur France Inter, ajoutant que «*les sanctions servent à infléchir le pouvoir politique russe, elles ne servent pas à punir les Françaises ou les Français ou les autres Européens*».

«*Chaque fois que l'on peut durcir la position pour infléchir le pouvoir russe, il faut le faire, mais il ne s'agit pas d'assécher soudainement l'Europe, la France, l'industrie, tout ce qui fait que nous vivons*», a argumenté celui qui est aussi le président du comité de campagne d'Emmanuel Macron.

«Il n'y a pas de réponse de substitution si on décidait ça demain ou après-demain. Que l'on aille de manière progressive vers une diminution de nos approvisionnements au point que cela affaiblisse la Russie, oui, mais il ne serait pas honnête de dire demain matin on décide cela», a-t-il conclu.

L'Europe refuse pour l'instant l'embargo sur le gaz et le pétrole russes

Après le Parlement italien mardi, c'est au tour de l'Assemblée nationale et du Sénat français de se réunir exceptionnellement et simultanément à 15 heures - malgré la fin de la session parlementaire - pour écouter un message en direct de Volodymyr Zelensky. Le président ukrainien enchaîne les interventions devant les parlements nationaux alors que son pays affronte la guerre. Washington a décidé d'interdire les importations d'hydrocarbures russes et le Royaume-Uni a annoncé l'arrêt de ses importations d'énergie russe d'ici fin 2022. L'Europe s'est pour l'instant refusée à décréter un embargo sur les importations russes, qui assurent 40% de ses besoins en gaz naturel et 30% pour le pétrole. Mais le 11 mars, à Versailles, à l'issue de deux jours de réunion avec les dirigeants européens, Emmanuel Macron n'avait pas exclu que l'Union européenne puisse s'en prendre ultérieurement aux importations de gaz ou de pétrole. *«Rien n'est interdit, rien n'est tabou»,* avait-il lancé.

À VOIR AUSSI - Joe Biden ordonne un embargo sur les importations américaines de pétrole et gaz russes